

La protection sociale pour les personnes âgées

Résumé exécutif

- ▶ Le présent document de politique de protection sociale: (i) fournit une vue d'ensemble de l'organisation des régimes de retraite, de leur couverture et de leurs prestations ainsi que des dépenses publiques de sécurité sociale dans 178 pays; ii) analyse les tendances et les politiques récentes, notamment l'extension de la couverture dans de nombreux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire; (iii) présente les répercussions négatives de l'assainissement des finances publiques et des mesures d'ajustement dans certaines économies à revenu élevé; et (iv) préconise l'extension de la protection sociale comme moyen pour sortir de la crise, assurer le développement inclusif et favoriser la justice sociale.
- ▶ Le droit des personnes âgées à une sécurité de revenu, reconnu par les instruments relatifs aux droits de la personne et par les normes internationales du travail, implique le droit de recevoir une pension adéquate de sécurité sociale. Dans de nombreux pays qui affichent un taux d'emploi informel élevé, seule une minorité est au bénéfice d'une pension de retraite, et de nombreuses personnes âgées ne peuvent compter que sur le soutien de leur famille.
- ▶ Près de la moitié (48 pour cent) des personnes ayant dépassé l'âge de la retraite ne reçoivent aucune pension, et pour beaucoup de celles qui en bénéficient, les niveaux ne sont pas suffisants. Par conséquent, la majorité des personnes âgées dans le monde n'ont aucune sécurité de revenu, n'ont pas droit à la retraite et sont contraintes de travailler aussi longtemps que possible, souvent dans des conditions précaires et en étant mal rémunérées. Cette lacune de la couverture devra en grande partie être comblée par l'extension de la couverture des pensions de retraite non contributives («pensions sociales»).
- ▶ Récemment, de nombreux pays ont entrepris des efforts pour élargir la couverture des régimes de retraite contributifs et pour mettre en place des pensions sociales non contributives afin de garantir au moins une sécurité élémentaire de revenu à toutes les personnes âgées. Dans plus de 45 pays, les pensions de retraite ont atteint un taux de couverture de 90 pour cent, et plus de 20 pays en développement sont parvenus à une couverture universelle ou pratiquement universelle.
- ▶ Les dépenses publiques au titre des pensions de retraite représentent entre 0 et 2 pour cent du PIB des pays à faible revenu, contre 11 pour cent du PIB dans les pays d'Europe occidentale à revenu élevé. En moyenne, 3,3 pour cent du PIB sont consacrés aux pensions des personnes âgées.
- ▶ Outre l'extension de la couverture des pensions de retraite, il est tout aussi important de garantir un revenu de remplacement adéquat. Parvenir à des pensions adéquates est une problématique mondiale. Dans la plupart des pays en développement, les prestations versées aux bénéficiaires sont très faibles. Pour prévenir la dégradation de la valeur des pensions au fil du temps, il convient de procéder à des ajustements réguliers qui tiennent compte des effets de l'augmentation des salaires, de l'inflation ainsi que d'autres facteurs. Des pays engagés dans un assainissement budgétaire opèrent des réformes de leurs régimes de retraite pour réduire les dépenses publiques, notamment en augmentant

l'âge de la retraite, en réduisant les prestations, en mettant un terme à l'indexation ou encore en élevant les taux de cotisation. Ces ajustements nuisent à l'adéquation des systèmes de retraite et réduisent leur capacité à prévenir la pauvreté chez les personnes âgées. Il est alarmant de constater que dans au moins 14 pays d'Europe, les futurs retraités recevront des pensions plus faibles.

- ▶ Des pays à revenu élevé ont réduit l'éventail des prestations de protection sociale et limité l'accès à des services publics de qualité. Ces mesures, qui vont de pair avec un chômage persistant, des salaires réduits et des impôts plus élevés, contribuent à la hausse de la pauvreté et de l'exclusion sociale, qui touchent actuellement 123 millions de personnes au sein de l'Union européenne, soit 24 pour cent de la population. Plusieurs tribunaux européens ont dénoncé le caractère inconstitutionnel de ces réformes, dont le coût est supporté par la population. Les faibles niveaux de revenu des ménages donnent lieu à une baisse de la consommation intérieure et de la demande, ce qui freine la reprise économique. Les progrès atteints à travers le modèle social européen, qui avait su réduire considérablement la pauvreté et favoriser la prospérité ainsi que la cohésion sociale après la Seconde Guerre mondiale, ont été minés par les réformes d'ajustement à court terme.
- ▶ Plusieurs pays opèrent un renversement du processus de privatisation des systèmes de retraite démarré dans les années 1980 et 1990, notamment l'Argentine, la Bolivie, le Chili, la Hongrie, le Kazakhstan et la Pologne. Ces systèmes étaient coûteux et inefficaces pour étendre la couverture des pensions. Le processus de «déprivatisation» ou de renationalisation des retraites vise à réduire les coûts budgétaires par rapport aux précédents systèmes, à étendre la couverture des pensions et à consolider la sécurité du revenu des personnes âgées. Le manque d'accès à la protection sociale, notamment aux pensions de retraite et autres prestations pour les personnes âgées, constitue un obstacle majeur au développement économique et social. Une protection sociale inadaptée ou inexistante va de pair avec des niveaux de pauvreté et d'insécurité économique élevés et persistants, entraîne la hausse des niveaux d'inégalité, l'insuffisance des investissements dans les capacités et le capital humains, et affaiblit la demande globale en période de récession et de faible croissance.
- ▶ En raison des retombées positives importantes de la protection sociale, l'extension de la couverture des pensions de retraite figure désormais parmi les objectifs prioritaires du développement. La protection sociale est un élément central des stratégies nationales visant à promouvoir le développement humain, la stabilité politique et la croissance inclusive. La plupart des pays à revenu intermédiaire travaillent à élargir leurs systèmes de protection sociale, consolidant ainsi leurs stratégies de croissance tirée par la demande intérieure: il s'agit là d'un enseignement précieux en matière de développement. En Chine, par exemple, la couverture des retraites est pratiquement universelle et les salaires ont enregistré une hausse.
- ▶ La garantie des droits, de la dignité et de la sécurité du revenu des personnes âgées dépend également de leur accès à des services sociaux, notamment aux soins de santé et aux soins de longue durée.